



L'ENVIRONNEMENT
EN FRANCE | 2

FACE AUX DÉFIS ÉCOLOGIQUES

des initiatives locales
et des actions de long terme

VERS UN RAPPROCHEMENT DES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES ET DE L'ENVIRONNEMENT ?

INTRODUCTION p. 293

L'OBSERVATION DE L'ÉCONOMIE VERTE
PAR LA STATISTIQUE PUBLIQUE p. 295

LA MOBILISATION DES POUVOIRS PUBLICS
EN FAVEUR DE L'ÉCONOMIE VERTE p. 300

DES ÉLÉMENTS DE TRADUCTION
AU SEIN DU MONDE DE L'ENTREPRISE p. 305

L'ÉVOLUTION DES MÉTIERS ET DES COMPÉTENCES p. 308

L'observation de l'économie verte par la statistique publique

Par l'élaboration de diagnostics (production d'indicateurs et de données de synthèse) et la construction d'un système d'information *ad hoc*, la statistique publique concourt à l'observation, à la mesure et à la connaissance de l'économie verte.

Le suivi des éco-activités permet aux pouvoirs publics de disposer d'informations quantitatives (indicateurs d'emploi, de production, etc.) sur un pan majeur de l'économie verte.

Les éco-activités, le concept central de l'économie verte

Les **éco-activités** regroupent les activités qui produisent des biens et services **ayant pour finalité la protection de l'environnement ou la gestion durable des ressources naturelles**. Ce concept et la liste de produits (biens et services) qui le définit sont préconisés par Eurostat, Office statistique de l'Union européenne, et sont en voie d'harmonisation au niveau européen (règlement (UE) 691/2011, modifié par règlement (UE) 538/2014, relatif aux comptes économiques européens de l'environnement) pour améliorer la pertinence des comparaisons européennes dans ces domaines.

Historiquement, la mise en place du périmètre des éco-activités et son suivi statistique² s'inscrivent dans les travaux du Cosei (voir « *Le Comité stratégique de filières éco-industries* », p. 301). Créée en juillet 2008, cette instance de concertation entre les entreprises de l'environnement et les pouvoirs publics avait souhaité pouvoir disposer, en 2009, d'un périmètre statistique de définition des éco-entreprises et d'un tableau de bord présentant les résultats d'observation. Le suivi des éco-activités est une réponse parmi d'autres. Le suivi des filières vertes depuis 2010 par le Cosei représente une autre approche.

DONNÉES OU MÉTHODOLOGIE

Éco-activités et filières vertes

Le périmètre des éco-activités diffère de celui des filières vertes. **Ces deux approches n'ont pas les mêmes finalités :**

- les éco-activités couvrent des activités économiques ayant une finalité environnementale (protection de l'environnement ou gestion durable des ressources). Leur identification repose sur une nomenclature de produits préconisée par Eurostat ;
- les filières vertes couvrent une partie de ces activités ainsi que celles n'ayant pas de finalité environnementale mais qui se transforment pour intégrer des enjeux de développement durable. Par ailleurs, les filières vertes concernent uniquement le secteur industriel, contrairement au périmètre des éco-activités qui prend également en compte les entreprises de services et les administrations.

² La France participe depuis 2006 à l'élaboration d'un manuel de référence sur le suivi statistique des éco-activités.

• La vitalité des éco-activités

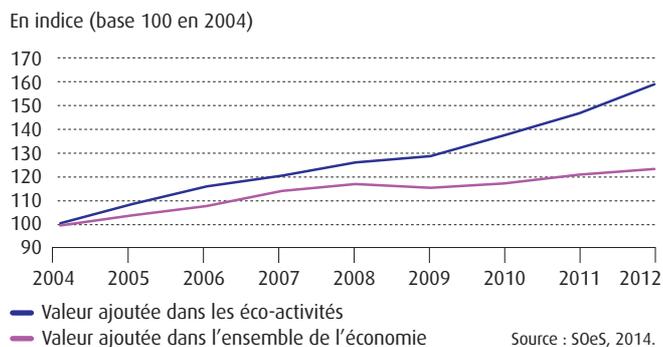
Les indicateurs économiques portant sur la production, la valeur ajoutée et les échanges extérieurs, témoignent de la vitalité des activités à finalité environnementale.

La production dans les éco-activités a augmenté de 6,2 % en moyenne en euros courants par an entre 2004 et 2012 contre 2,8 % pour l'ensemble de l'économie. Elle atteint 85 milliards d'euros en 2012 (soit 2,3 % de la production totale de l'économie française). Plus de la moitié est générée par les activités de gestion des eaux usées et des déchets (30,1 milliards) et les énergies renouvelables (15,4 milliards). Les domaines de la récupération³ et de l'ingénierie environnementale sont les plus dynamiques entre 2011 et 2012 : leur production a augmenté respectivement de 17,7 % et 10,7 %. La récupération est un domaine assez stable en termes d'emploi (+ 1,8 % en moyenne par an entre 2004 et 2012) mais la production varie beaucoup d'une année sur l'autre en fonction des prix collectés.

La valeur ajoutée mesure la richesse générée par l'activité économique. La valeur ajoutée des éco-activités s'élève à 32 milliards d'euros en 2012. Elle **représente 1,8 % du PIB**. Les activités de protection de l'environnement ont une plus forte valeur ajoutée, en particulier dans le domaine des déchets, comparées aux activités de gestion des ressources naturelles. L'activité de récupération a, en l'occurrence, une très faible valeur ajoutée. Il s'agit en effet d'une activité de négoce, sans réelle création de richesse. Elle demeure toutefois une activité essentielle dans une optique d'économie circulaire. Quant au domaine des déchets, il a une forte valeur ajoutée comparativement à sa valeur de production étant donné les moindres consommations intermédiaires dans ce domaine (transport).

Entre 2004 et 2012, la valeur ajoutée dans les éco-activités croît de 5,9 % en moyenne par an contre 2,6 % pour l'ensemble de l'économie (Figure 1). Jusqu'en 2009, elle augmente de 5,0 %

Figure 1 : évolution de la valeur ajoutée dans les éco-activités



³ Le domaine de la récupération concerne les activités de démantèlement d'épaves, de récupération de déchets triés et le rechapage des pneus, ainsi que des biens industriels utilisés pour la découpe des matériaux.

en moyenne par an (+ 2,7 % dans le reste de l'économie). À partir de 2009, elle affiche une croissance plus forte (+ 7,4 %) comparée à l'évolution du PIB (+ 2,3 %).

La valeur des volumes d'écoproduits échangés (exportés et importés) est également synonyme d'une activité soutenue. La balance commerciale s'élève à 3,2 milliards d'euros en 2012. Ce solde positif est surtout dû aux exportations de matières premières de recyclage (5,1 milliards d'euros), principalement vers les pays européens et pour une plus faible part vers l'Asie. Quant aux importations, dont le montant s'élève à 5,9 milliards d'euros en 2012, elles concernent principalement le domaine de la récupération (1,9 milliard d'euros).

• L'emploi dans les éco-activités, une dynamique plus marquée que dans le reste de l'économie

En 2012, les éco-activités occupent 447 500 équivalents temps plein (ETP) ; elles représentent 1,8 % de l'emploi total en France (Tableau 1). L'emploi ainsi estimé représente l'emploi environnemental.

L'emploi environnemental affiche un dynamisme très marqué sur la période 2004-2012 : le nombre d'ETP a crû de 3,9 % en moyenne par an contre + 0,3 % pour le reste de l'économie. Cependant, en 2012, la tendance ralentit fortement par rapport aux années précédentes : + 0,3 % (contre 0,0 % dans le reste de l'économie) alors qu'entre 2008 et 2009, l'emploi environnemental affichait une hausse de 6,3 %.

Toutefois, le taux de croissance de l'emploi dans les éco-activités ne correspond pas toujours à une création nette d'emplois ; il peut dans certains cas refléter une transformation d'activité, qui, *in fine*, pourra générer des ETP supplémentaires. Ainsi, dans l'agriculture biologique, cela correspond très souvent à une conversion d'une exploitation existante. Le développement d'exploitations agricoles biologiques crée néanmoins des emplois puisqu'elles demandent davantage de main d'œuvre : 2,4 unités de travail annuel en agriculture biologique contre 1,5 en moyenne.

La moitié de l'emploi environnemental est centralisée dans les activités de gestion des eaux usées, des déchets et les énergies renouvelables (EnR) : respectivement 69 800, 84 900 et 68 700 ETP en 2012.

La dynamique d'évolution est particulièrement liée aux domaines des EnR (l'emploi a augmenté de 11,6 % en moyenne par an sur la période 2004-2012), de la réhabilitation des sols et des eaux (+ 12,1 %) et de la Recherche&Développement (R&D) - (+ 8 %).

Les EnR sont comptabilisées dans les éco-activités au titre de la gestion des ressources naturelles parce qu'elles représentent des alternatives à l'utilisation de ressources fossiles pour la production d'énergie. Sont prises en compte les énergies éolienne, hydraulique, photovoltaïque, le solaire thermique, les pompes à chaleur, la biomasse, la géothermie, le biogaz, les unités d'incinération d'ordures ménagères et les biocarburants. Les entreprises concernées assurent l'entretien, la maintenance et la fabrication des composants spécifiques pour produire ces énergies. La croissance de l'emploi dans les activités liées aux

Tableau 1 : l'emploi dans les éco-activités en 2012

En nombre d'emplois (ETP)

	Domaines	Services publics ou non marchands	Services privés vendus	Services internes	Fabrication de produits	Travaux publics, construction	Total de l'emploi en 2012	Emploi en 2011	Évolution 2012/2011	Évolution moyenne annuelle 2012/2004
Protection de l'environnement	Pollution de l'air		1 700	2 200	2 600		6 500	6 500	0,0 %	-3,3 %
	Eaux usées	17 500	14 900	4 600	6 100	26 700	69 800	69 500	0,4 %	-1,4 %
	Déchets	29 400	46 400	3 400	2 700	3 000	84 900	83 000	2,3 %	2,8 %
	Déchets radioactifs	600	1 900		1 200		3 700	3 600	2,8 %	1,4 %
	Réhabilitation des sols et des eaux	400	53 900	3 200			57 500	54 200	6,1 %	12,1 %
	Bruit				600	8 300	8 900	8 800	1,1 %	4,8 %
	Nature, paysage, biodiversité	11 400	1 600				13 000	13 900	-6,5 %	1,9 %
	Total Protection de l'environnement						244 300	239 500	2,0 %	2,7 %
Gestion des ressources	Gestion durable de l'eau				3 600	3 800	7 400	7 100	4,2 %	2,9 %
	Récupération		32 700		800		33 500	33 100	1,2 %	1,8 %
	Maîtrise de l'énergie				6 800	17 700	24 500	23 800	2,9 %	3,9 %
	Énergies renouvelables		25 200		21 700	21 800	68 700	75 400	-8,9 %	11,6 %
		Total Gestion des ressources						134 100	139 400	-3,8 %
Activités transversales	Services généraux publics	34 700					34 700	34 800	-0,3 %	2,7 %
	R&D	8 500		10 500			19 000	19 100	-0,5 %	8,0 %
	Ingénierie		15 400				15 400	13 400	14,9 %	3,4 %
		Total Activités transversales						69 100	67 300	2,7 %
	Total Éco-activités	102 500	193 700	23 900	46 100	81 300	447 500	446 200	0,3 %	3,9 %
	Évolution 2012/2011	-0,6 %	5,3 %	0,8 %	5,5 %	-11,3 %	0,3 %			
	Évolution moyenne annuelle 2012/2004	2,4 %	4,5 %	3,9 %	3,7 %	4,7 %	3,9 %			
	Ensemble de l'économie						25 457 176		0,0 %	0,3 %

Note : données 2012 provisoires. Taux effectués avant arrondis.

Source : SOeS, 2014.

DONNÉES OU MÉTHODOLOGIE

La mesure des emplois environnementaux, objet d'une nouvelle norme réglementaire européenne

L'identification des activités économiques constituant les éco-activités repose sur une liste de biens et services, les éco-produits, ayant pour finalité la protection de l'environnement ou la gestion des ressources naturelles. Cette définition statistique retenue par Eurostat et par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) devrait en théorie permettre un suivi statistique coordonné et homogène entre pays avec la mise en place d'une « nomenclature » de référence. En outre, à partir de cette définition, il devrait être possible d'établir des comparaisons européennes selon les indicateurs caractéristiques des éco-activités : emplois (environnementaux), production, valeur ajoutée, commerce extérieur. En l'état, les indicateurs fournis par les États membres sont difficilement comparables.

En effet, la liste des éco-produits n'est pas nécessairement identique d'un État à l'autre, notamment en ce qui concerne les produits adaptés considérés comme plus respectueux de l'environnement par rapport à un bien dit « de référence ».

Par exemple, les chaudières à condensation répondent à la définition des biens adaptés selon Eurostat appliquée à la France car il existe sur le marché des chaudières conventionnelles (elles seront ainsi comptabilisées dans le périmètre des activités périphériques). Ce qui n'est pas le cas en Allemagne où les chaudières à condensation sont la norme et donc considérées comme un bien de référence (hors champ des éco-activités car elles n'ont pas une finalité environnementale). Le nouveau règlement de l'Union européenne n°538/2014 relatif aux comptes économiques européens de l'environnement impose une transmission de données 2015 sur les éco-activités à partir de 2017. Pour cela, Eurostat fournira un manuel de collecte de données reposant sur une liste minimum d'éco-produits. Dans l'intervalle, des exercices pilotes de collecte de données, dont le dernier a eu lieu en juin 2013, sont en cours. Les résultats détaillés sont présentés sur le site d'Eurostat⁴.

EnR sur la période 2004-2012 résulte d'une certaine vitalité dans le photovoltaïque : de 300 ETP employés en 2004, cette filière est passée à 16 200 ETP en 2012.

L'agriculture biologique, qui participe aux activités de réhabilitation des sols et des eaux, est à l'origine de la croissance de l'emploi dans ce domaine : 19 000 ETP en 2004 et 51 300 ETP en 2012. Le nombre d'exploitations biologiques a d'ailleurs doublé durant ces huit années (11 100 exploitations bio en 2004 et près de 25 000 en 2012).

L'emploi dans la R&D privée a été multiplié par 3 sur la période 2004-2012 : 3 600 ETP étaient comptabilisés en 2004, 10 500 en 2012. Dans le domaine de la R&D publique, l'emploi a été un peu moins dynamique passant de 6 700 ETP en 2004 à 8 500 en 2012. Les proportions privé-public se sont complètement inversées par rapport à 2004.

Près d'un million d'emplois générés par les activités de l'économie verte en 2011⁵

Le périmètre des éco-activités étendu à celui des activités « périphériques » définit les activités de l'économie verte (Figure 2). En effet, au-delà du suivi des indicateurs économiques sur les activités à finalité purement environnementale, il s'agit de prendre en considération les activités qui produisent des biens et services favorables à une meilleure qualité environnementale (isolation des parois pour l'économie d'énergie par exemple) pour une approche plus complète de l'économie verte. Ces activités représentent les « activités périphériques » (ou verdissantes).

⁴ <http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/environment/data/database>
⁵ Compte tenu des différentes dates de disponibilité des données permettant d'estimer l'emploi dans les éco-activités (mise à jour en mars de l'année n sur des données n-2) et les activités périphériques (mise à jour en septembre de l'année n sur des données n-2), cette partie est décrite à partir des données 2011.

Figure 2 : l'emploi dans les activités de l'économie verte en 2011



Note : l'emploi est estimé en équivalent temps plein (ETP).

Source : SOeS.

Le périmètre des activités périphériques (*a fortiori* celui des activités de l'économie verte) a été mis en place par l'**Observatoire national des emplois et métiers de l'économie verte** (Onemev). Il permet de tenir compte des entreprises dont l'activité de production évolue ou a évolué face aux enjeux environnementaux. Sont concernées les activités de production et distribution d'eau, de gestion des espaces verts, certaines activités de transport (au sens du Grenelle de l'environnement, il s'agit principalement des activités de construction d'infrastructures ferroviaires, de tramway, fabrication de matériels roulants) et les autres activités liées à la gestion des ressources naturelles (travaux d'isolation, biens adaptés comme les chaudières à condensation ou le vitrage isolant, etc.).

Les activités de l'économie verte mobilisent près d'un million d'ETP en 2011, dont plus de la moitié relève des activités contribuant à améliorer la qualité environnementale des produits (activités périphériques). La dynamique d'emploi dans les activités périphériques (+ 6,3 % entre 2010 et 2011) s'explique principalement par la hausse de l'emploi dans les transports (+ 20,8 %), liée à l'entretien des voitures et des infrastructures ferroviaires.

Globalement, entre 2010 et 2011, l'emploi dans l'économie verte a augmenté de 4,6 % contre + 0,5 % pour le reste de l'économie.

DONNÉES OU MÉTHODOLOGIE

L'Observatoire national des emplois et métiers de l'économie verte (Onemev)



L'**Onemev** a été créé au printemps 2010 en réponse à la volonté des pouvoirs publics de disposer d'un **outil d'observation et de mesure** pour mieux comprendre les enjeux en termes d'emploi liés à la transition vers une économie verte.

Les enjeux identifiés depuis sa création structurent le cœur de son activité :

- identifier les emplois directement liés aux activités de l'économie verte ;
- analyser les évolutions des emplois par profession, les recrutements et mobilités, les différentes catégories de publics et les tensions sur le marché du travail ;
- comprendre la relation emploi-formation dans les métiers de l'économie verte ;
- mesurer l'impact macro-économique de cette nouvelle économie sur l'emploi ;
- animer et échanger sur l'activité d'observation et de diagnostic des emplois de l'économie verte en régions avec les acteurs régionaux de l'emploi et de la formation.

Animé par le SOeS, il regroupe différents organismes dont les compétences techniques permettent d'appréhender de manière transversale la thématique de l'emploi : représentants du ministère chargé de l'Écologie, de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), de la Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (Dares), de Pôle emploi, du Centre d'études et de recherches sur l'emploi et les qualifications (Céreq), de l'Association pour la formation professionnelle des adultes (Afp), du Commissariat général à la stratégie et à la prospective (CGSP) désormais appelé France Stratégie de la Direction générale du Trésor (DGT), de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe), de l'Alliance Villes Emploi (AVE), du Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT),

des Observatoires régionaux de l'emploi et de la formation (Oref ou équivalents).

Les travaux de l'Onemev s'inscrivent avant tout dans une démarche partenariale.

En définissant les concepts propres à l'économie verte, l'observatoire a mis en place des périmètres statistiques (activités de l'économie verte, métiers verts et verdissants) et des chiffrages qui sont aujourd'hui largement répandus. Il mène ses travaux dans un souci permanent de robustesse et de reproductibilité requis par la rigueur statistique. En plus des données de cadrage qu'il fournit aux décideurs politiques, ses travaux méthodologiques sont utilisés par les organismes régionaux pour développer leurs propres analyses dans le domaine de l'économie verte. Une meilleure connaissance de ces enjeux au niveau territorial est d'autant plus importante que les régions sont un acteur incontournable de la réussite de la transition vers une économie verte.

Pour en savoir plus...

Bibliographie

- Observatoire national des emplois et des métiers de l'économie verte, 2014. – **Rapport d'activité 2013** – 28 p. + annexes : <http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2270/1364/observatoire-national-emplois-metiers-leconomie-verte-1.html>
- Observatoire national des emplois et métiers de l'économie verte, 2013. – **Plaquette de présentation** – 2 p. : http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/Observatoire_metiers_verts.pdf

Pour en savoir plus...

Bibliographie

- Ademe, 2012. – **Marchés, emplois et enjeu énergétique des activités liées à l'amélioration de l'efficacité énergétique et aux énergies renouvelables : situation 2010-2011 - prévisions 2012** (rapport final réalisé par In-Numeri) – Angers : Ademe – 191 p. (<http://www2.ademe.fr/servlet/getDoc?sort=-1&cid=96&m=3&id=85734&ref=14229&nocache=yes&p1=111>)
- Ademe, 2010. – **Marchés, emplois et enjeux énergétique des activités liées à l'amélioration de l'efficacité énergétique et aux énergies renouvelables : situation 2008-2009 - Perspectives 2010** (rapport réalisé par In-Numeri) – Angers : Ademe – 201 p. (<http://www2.ademe.fr/servlet/getDoc?cid=96&m=3&id=74976&p1=02&p2=07&ref=17597>)
- Eurostat, 2009. – **The Environmental Goods and Services Sector: a data collection handbook** – Luxembourg : Office for Official Publications of the European Communities – 196 p. (http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/product_details/publication?p_product_code=ks-ra-09-012)
- Insee, 2012. – **L'économie française : comptes et dossiers** – Paris : Insee – 159 p. (coll. *Références*). (http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=0&id=3638)
- Medde-CGDD-SOeS, 2014. – **Observatoire national des emplois et métiers de l'économie verte - Le marché de l'emploi de l'économie verte** - Paris : CGDD-SOeS - 84 p. (coll. *Études & documents* n°110). <http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2278/1364/marche-emploi-leconomie-verte.html>)
- Medde-CGDD-SOeS, 2014. – « **Tableau de bord d'indicateurs macroéconomiques de l'économie verte - 1^{er} trimestre 2014** », *Chiffres & statistiques*, n° 526, juin 2014 - 12 p. (<http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/CS526.pdf>)
- Medde-CGDD-SOeS, 2014. – « **Les éco-activités et l'emploi environnemental en 2012 : premiers résultats** », *Chiffres & statistiques*, n° 523, mai 2014 - 5 p. (http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/fileadmin/documents/Produits_editoriaux/Publications/Chiffres_et_statistiques/2014/chiffres-stats523-eco-activites2012-mai2014c.pdf)
- Medde-CGDD-SOeS, 2013. – **L'économie de l'environnement en 2011 : Rapport de la Commission des comptes et de l'économie de l'environnement – Édition 2013** – Paris : CGDD-SOeS – 164 p. (coll. *Références*). (http://www.side.developpement-durable.gouv.fr/simclient/consultation/binaries/stream.asp?INSTANCE=EXPLOITATION&EIDMPA=IFD_FICJOINT_0010171)
- Medde-CGDD-SOeS, 2013. – « **Les éco-activités et l'emploi environnemental en 2011 : premiers résultats** », *Chiffres & statistiques*, n° 418, mai 2013 - 5 p. (http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/fileadmin/documents/Produits_editoriaux/Publications/Chiffres_et_statistiques/2013/chiffres-stats418-eco-activites2011-mai2013.pdf)
- Medde-CGDD-SOeS, 2011. – **Activités, emplois et métiers liés à la croissance verte : périmètres et résultats** – Paris : CGDD-SOeS – 32 p. (coll. *Études & documents*, n° 43). (http://www.side.developpement-durable.gouv.fr/simclient/consultation/binaries/stream.asp?INSTANCE=EXPLOITATION&EIDMPA=IFD_FICJOINT_0003042)
- Medde-CGDD-SOeS, 2010. – **Les éco-activités au niveau européen : une méthodologie partagée, des singularités dans la collecte des données** – Paris : CGDD-SOeS – 25 p. (coll. *Études & documents*, n° 30). (http://www.side.developpement-durable.gouv.fr/simclient/consultation/binaries/stream.asp?INSTANCE=EXPLOITATION&EIDMPA=IFD_FICJOINT_0001944)
- Medde-CGDD-SOeS, 2009. – **Les éco-activités et l'emploi environnemental : périmètre de référence - Résultats 2004-2007** – Paris : CGDD-SOeS – 43 p. (coll. *Études & documents*, n° 10). (http://www.side.developpement-durable.gouv.fr/simclient/consultation/binaries/stream.asp?INSTANCE=EXPLOITATION&EIDMPA=IFD_FICJOINT_0000574)
- Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie, 2004. – **Panorama des éco-entreprises** – Paris : Minefi – 172 p. (<http://archives.entreprises.gouv.fr/2012/www.industrie.gouv.fr/biblioth/docu/dossiers/sect/RAPPORTFINAL20040210.pdf>)

Sites internet utiles

- Agence bio : www.agencebio.org
- Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe) : www.ademe.fr
- Commissariat général au développement durable/Service de l'Observation et des Statistiques/L'essentiel sur l'environnement : www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/lessentiel/t/environnement.html - Rubrique Economie de l'environnement, emploi, formations > Eco-activités et emploi
- Eurostat : <http://epp.eurostat.ec.europa.eu>
- Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) : www.insee.fr
- Les activités de l'économie verte : l'essentiel en chiffres. – SOeS : www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr Rubrique « Thème : Développement durable » > « Économie verte et équitable » > « Observatoire des emplois et des métiers liés à l'économie verte » > « Résultats » > « L'essentiel en chiffres »
- Observatoire national des emplois et métiers de l'économie verte. – Medde : www.developpement-durable.gouv.fr/L-observatoire-national-des-18551.html
- Portail des éco-entreprises : www.eco-entreprises.fr Avertissement : ces entreprises n'appartiennent pas toutes au champ des éco-activités (ex. les entreprises du domaine « risques » et « urbanisme »)
- Programme international pour les emplois verts. – Organisation internationale du travail (OIT) : <http://www.ilo.org/global/topics/green-jobs/lang--en/index.htm>
- Toute l'information sur le photovoltaïque : www.photovoltaique.info/Chiffres-cles.html